



**AR Prefecture**

016-211602487-20231101-2023\_12P-AR  
Reçu le 16/11/2023



**Département de la Charente**

Arrondissement CONFOLENS

Commune ORADOUR

**A R R E T E 2023-12 P**

**ARRETE MUNICIPAL**

**Règlement général du cimetière communal  
d'ORADOUR**

Le maire de la commune d'Oradour,

**Vu** le Code général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-7 et suivants et les articles R 2213-2 et suivants.

**Vu** le Code civil, notamment les articles 78 et suivants.

**Vu** le Code pénal, notamment les articles 225-17 et R610-5.

**Considérant** qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, la salubrité, la tranquillité, le maintien du bon ordre et de la décence dans le cimetière.

**ARRETE**

**le présent règlement de cimetière de la commune  
d'Oradour**

(Annule et remplace le précédent règlement)

## Table des matières

<b>TITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
Article 1 Désignation du cimetière	4
Article 2 Droits des personnes à la sépulture	4
Article 3 Affectations du terrain	4
Article 4 Choix des emplacements	4
<b>TITRE 2 : AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DU CIMETIÈRE</b>	<b>4</b>
Article 5 Les emplacements réservés	4
Article 6 Le registre	4
<b>TITRE 3 : MESURES D'ORDRE INTERIEUR ET DE SURVEILLANCE DU CIMETIÈRE</b>	<b>5</b>
Article 7 Horaires d'ouverture	5
Article 8 Accès au cimetière	5
Article 9 Interdictions	5
Article 10 L'interdiction de démarchage	5
Article 11 La non responsabilité pour vol de l'administration	5
Article 12 Interdiction de déplacement	5
Article 13 Autorisation d'accès pour les véhicules de professionnels et particuliers	6
Article 14 Plantations	6
Article 15 Entretien des sépultures	6
<b>TITRE 4 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS</b>	<b>6</b>
Article 16 Les autorisations préalables	6
Article 17 L'inhumation en cas d'urgence	7
Article 18 Les dimensions	7
Article 19 Distance des fosses	7
Article 20 La réglementation pour le transport	7
Article 21 L'inhumation en concession particulière	7
Article 22 Les règles de l'inhumation dans un caveau	7
<b>TITRE 5 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SEPULTURES EN TERRAIN COMMUN</b>	<b>7</b>
Article 23 La réglementation générale	7
Article 24 Reprise	8
<b>TITRE 6 : CONCESSIONS</b>	<b>8</b>
Article 25 Superficie des terrains pour sépulture	8
Article 26 Choix de l'emplacement	8
Article 27 Versement préalable des droits	9
Article 28 Les différents contrats de concession	9
Article 29 Transmission des concessions	9
Article 30 Renouvellement des concessions	9
Article 31 Rétrocession	10
<b>TITRE 7 : CAVEAUX ET MONUMENTS</b>	<b>10</b>
Article 32 Construction neuves	10
Article 33 Signes et objets funéraires	10
Article 34 Inscriptions	10
Article 35 Matériaux autorisés	10
Article 36 Constructions gênantes	11
Article 37 Dalles de propreté	11
<b>TITRE 8 : OBLIGATIONS APPLICABLES AUX ENTREPRENEURS</b>	<b>11</b>
Article 38 Conditions d'exécution des travaux	11
Article 39 Autorisation de travaux	11
Article 40 Protection des travaux	11
Article 41 Dépôt momentané	11
Article 42 Interdiction de déplacement des signes funéraires	12
Article 43 Matériaux nécessaires à la construction	12
Article 44 Le comblement des excavations	12

Article 45	Sciage et tailles des pierres	12
Article 46	Acheminement et mise en place des monuments	12
Article 47	Les interdictions	12
Article 48	Délais pour les travaux	12
Article 49	Nettoyage	12
Article 50	Dépose de monuments ou pierres tombales	13

### **TITRE 9 : ESPACE CINERAIRE** **13**

Article 51	Columbarium	13
Article 52	Affectation d'office	13
Article 53	Dimensions	13
Article 54	Identification des urnes	13
Article 55	Dépôts des fleurs, plantes et objets de souvenir	13
Article 56	Inscriptions	13
Article 57	Dépôt des urnes	13
Article 58	Retrait des urnes	14
Article 59	Registre	14

### **TITRE 10 : REGLES RELATIVES AUX CASES DE COLUMBARIUM**

Article 60	Concessions d'emplacement	14
Article 61	Catégories de concessions	14
Article 62	Demande de concessions	14
Article 63	Tarifs des concession	14
Article 64	Renouvellement des concessions	15
Article 65	Reprise des concessions	15
Article 66	Rétrocession de concessions (cases de columbarium)	15

### **TITRE 11 : REGLES APPLICABLES AUX EXHUMATIONS** **15**

Article 67	Demandes d'exhumation	15
Article 68	Exécution des opérations d'exhumation	16
Article 69	La présence des personnes pour l'exhumation	16
Article 70	Mesures d'hygiène	16
Article 71	Transport des corps exhumés	16
Article 72	Ouverture des cercueils	16
Article 73	Redevances relatives aux opérations d'exhumation et réinhumation	16
Article 74	Exhumations sur requête des autorités judiciaires	16

### **TITRE 12 : REGLES APPLICABLES AUX OPERATIONS DE REUNION DE CORPS** **16**

Article 75	Réunions des corps et autorisation du maire	16
Article 76	Les mesures d'hygiène liées à la réunion des corps	17

### **TITRE 13 : DEPOSITOIRE COMMUNAL (OU CAVEAU PROVISOIRE)** **17**

Article 77	Caveau communal	17
------------	-----------------	----

### **TITRE 14 : OSSUAIRE** **17**

Article 78	Ossuaire	17
------------	----------	----

### **TITRE 15 : JARDIN DU SOUVENIR** **17**

Article 79	Jardin du souvenir	17
Article 80	Entretien et fleurissement	17
Article 81	Dispersion des cendres	18



## Titre 1 : Dispositions générales

### Article 1 Désignation du cimetière

Le cimetière est affecté aux inhumations dans l'étendue du territoire de la commune d'Oradour.

### Article 2 Droits des personnes à la sépulture

La sépulture dans le cimetière communal est due :

- 1) aux personnes décédées sur le territoire de la commune, quel que soit leur domicile.
- 2) aux personnes domiciliées dans la commune, quel que soit le lieu où elles sont décédées.
- 3) aux personnes non domiciliées dans la commune mais possédant une sépulture de famille ou y ayant droit et ce, quel que soit le lieu de leur décès.
- 4) aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

### Article 3 Affectation des terrains

Les inhumations sont faites :

- soit en terrain commun affecté à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession.
- soit dans des sépultures particulières concédées (« concessions »).

Si le mode de sépulture choisi est la crémation, les cendres recueillies dans une urne peuvent être déposées conformément aux dispositions relatives à l'espace cinéraire (*columbarium*), et aux inhumations en terrains concédés.

### Article 4 Choix des emplacements

Le cimetière de la commune d'Oradour est destiné en priorité à l'inhumation des personnes en relevant (cf. article 2).

Dans tous les cas, le choix de l'emplacement sera fonction des places restant disponibles. L'inhumation effectuée, faute d'emplacement disponible, dans un cimetière autre que celui choisi par la famille n'ouvre droit à exhumation pour transport dans le cimetière choisi qu'aux conditions prévues aux articles ci-après.

Dans le cas d'acquisition de concession, soit en terrain vierge, soit sur des emplacements libérés par suite de non-renouvellement, le choix de l'emplacement de la concession, de son orientation, de son alignement, n'est pas un droit du concessionnaire.

## Titre 2 : Aménagement général du cimetière

### Article 5 Les emplacements réservés

Les emplacements réservés aux sépultures sont désignés par le maire ou les agents délégués par lui à cet effet. Cette décision doit être fondée sur des motifs d'intérêt général tel que le bon aménagement du cimetière ou la durée de rotation à observer.

Les inter-tombes et les passages font partie du domaine communal.

La désignation des emplacements sera faite par le maire ou les agents délégués par lui à cet effet, en fonction des besoins, des possibilités offertes par le terrain et des nécessités et contraintes de circulation et de service.

### Article 6 Le registre

Un registre et des fichiers sont tenus par le maire ou les agents délégués par lui à cet effet, à la mairie, mentionnant pour chaque sépulture, les noms, prénoms du défunt, le numéro de la parcelle, la date du décès et éventuellement la durée et le numéro de la concession ainsi que tous les renseignements concernant la concession et l'inhumation.

### **Titre 3 : Mesures d'ordre intérieur et de surveillance du cimetière**

#### **Article 7 Horaires d'ouverture**

Horaires libres

#### **Article 8 Accès au cimetière**

L'entrée du cimetière est interdite aux personnes en état d'ébriété, aux marchands ambulants, aux enfants non accompagnés, aux visiteurs accompagnés ou suivis par un chien ou un autre animal domestique même tenu en laisse, et, enfin, à toute personne qui ne serait pas vêtue décemment.

Les pères, mères, tuteurs, maîtres et instituteurs encourent à l'égard de leurs enfants, pupilles, élèves et ouvriers la responsabilité prévue à l'article 1242 du Code civil.

Les chants (sauf psaumes à l'occasion d'une inhumation), les conversations bruyantes, les disputes, les cris, la diffusion de musique sont interdits à l'intérieur du cimetière. Les personnes admises dans le cimetière ainsi que le personnel y travaillant qui ne s'y comporteraient pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts ou qui enfreindraient quelque une des dispositions du règlement seront expulsées sans préjudice des poursuites de droit.

#### **Article 9 Interdictions**

Il est expressément interdit :

- d'apposer des affiches, panneaux ou autres signes d'annonces sur les murs et portes des cimetières.
- d'escalader les murs de clôture, les grilles et les haies vives, de traverser les carrés, de monter sur les monuments et pierres tombales, de couper ou d'arracher fleurs et plantes sur les tombes d'autrui, d'endommager d'une manière quelconque des sépultures, d'écrire sur les monuments et les pierres.
- de déposer des ordures dans quelques parties du cimetière autres que celles réservées à cet usage.
- d'y jouer, boire et manger.
- de photographier ou filmer les monuments sans autorisation de l'administration.

#### **Article 10 L'interdiction de démarchage**

Nul ne pourra faire à l'intérieur du cimetière une offre de service ou une remise de cartes ou d'adresses aux visiteurs et aux personnes suivant les convois, ni stationner soit aux portes d'entrées des cimetières, soit aux abords des sépultures ou dans les allées.

#### **Article 11 La non responsabilité pour vol de l'administration**

L'administration communale ne pourra jamais être rendue responsable des vols qui seraient commis à l'intérieur du cimetière au préjudice des familles.

#### **Article 12 Interdiction de déplacement**

Les arbustes, croix, grilles, monuments et signes funéraires de toutes sortes, ne pourront être déplacés ou transportés hors du cimetière sans une autorisation expresse des familles et du maire ou des agents délégués par lui à cet effet. Aussi, l'autorisation de l'administration communale sera nécessaire pour l'enlèvement des signes funéraires existant sur les sépultures en reprise.

Quiconque soupçonné d'emporter un ou plusieurs objets provenant d'une sépulture sans autorisation sera immédiatement traduit devant l'autorité compétente.

### **Article 13 Autorisation d'accès pour les véhicules professionnels et particuliers**

La circulation de tous véhicule (automobiles, remorques, motocyclettes, bicyclettes) est interdite dans le cimetière à l'exception :

- des fourgons funéraires.
- des voitures de service et des véhicules employés par les entrepreneurs de monuments funéraires pour le transport des matériaux.
- des véhicules municipaux ou privés travaillant pour la commune.
- des véhicules des personnes à mobilité réduite.

Ces véhicules devront circuler à l'allure de l'homme au pas, ils ne pourront stationner dans les chemins qu'en cas de nécessité et ne stationneront que le temps strictement nécessaire. Les véhicules et chariots admis à pénétrer dans le cimetière se rangeront et s'arrêteront pour laisser passer les convois. En cas d'opposition de la part des contrevenants, avis sera donné à la gendarmerie qui prendra à leur égard les mesures qui conviendront. L'administration communale pourra, en cas de nécessité motivée par le nombre exceptionnel des visiteurs, interdire temporairement la circulation des véhicules dans le cimetière.

### **Article 14 Plantations**

Les plantations d'arbustes y sont seulement autorisées. Les plantations d'arbres à haute futaie sont interdites.

Les arbustes et les plantes seront tenus taillés et alignés dans les limites du terrain concédé.

En cas d'empiétement par suite de leur extension, les arbustes devront être élagués ou abattus à la première mise en demeure. Dans le cas où il ne serait pas déféré à cette mise en demeure dans un délai de huit jours, le travail sera exécuté d'office aux frais des familles, du concessionnaire ou de ses ayants droit.

Les plantations devront toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance et le passage.

### **Article 15 Entretien des sépultures**

Les terrains seront entretenus par les familles ou les concessionnaires en bon état de propreté, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité.

Faute par eux de satisfaire à ces obligations, l'administration communale y pourvoira d'office et à leurs frais.

Si un monument funéraire présente un état de dégradation tel qu'il entraîne un danger pour la sécurité publique ou pour les sépultures voisines une mise en demeure de faire exécuter les travaux indispensables sera transmise aux familles, au concessionnaire ou à ses ayants droit.

En cas d'urgence, les travaux nécessaires pourront être réalisés d'office à la demande de l'administration et aux frais de la famille, du concessionnaire ou de ses ayants droit.

## **Titre 4 : Dispositions générales applicables aux inhumations**

### **Article 16 Les autorisations préalables**

Aucune inhumation, ni dépôt d'urne ou dispersion de cendres, ne pourra avoir lieu :

- sans une autorisation de l'administration communale (celle-ci mentionnera l'identité de la personne décédée, son domicile, l'heure et le jour de son décès ainsi que l'heure et le jour de l'inhumation. Toute personne qui, sans cette autorisation de l'officier public, ferait procéder à une inhumation serait passible des peines portées à l'article R. 645-6 du Code pénal).
- sans demande préalable d'ouverture de fosse ou de caveaux formulée par le concessionnaire ou son représentant.

## **Article 17 L'inhumation en cas d'urgence**

Aucune inhumation, sauf cas d'urgence, notamment en période d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, ne peut être effectuée avant qu'un délai de 24 heures se soit écoulé depuis le décès. L'inhumation avant le délai légal devra être prescrite par le médecin, la mention "inhumation d'urgence" sera portée sur le permis d'inhumer par l'officier public.

## **Article 18 Les dimensions**

Un terrain de 2,40m de longueur et de 1,20m de largeur sera affecté à chaque corps d'adulte. Les fosses destinées à recevoir les cercueils auront une largeur minimale de 0,80m, une longueur de 2m. Leur profondeur sera de 1,50m au-dessous du sol et en cas de pente du terrain, du point situé le plus bas.

Pour une inhumation à double profondeur, la fosse sera creusée à 2m afin qu'un mètre de terre bien foulée recouvre le dernier cercueil.

## **Article 19 Distance des fosses**

Les fosses devront être distantes les unes des autres de 30 cm sur les côtés et de 30 à 50 cm à la tête et aux pieds.

## **Article 20 La réglementation pour le transport**

L'inhumation des corps placés dans un cercueil hermétique ou imputrescible est interdite en terrain commun exception faite des cas particuliers qu'il appartiendra à l'administration d'apprécier.

Lorsqu'il s'agira d'une personne décédée hors de la commune et dont le transport aura nécessité un cercueil en métal, le maire pourra autoriser l'inhumation en pleine terre, sous réserve que la fosse soit creusée à une profondeur suffisante pour qu'au moment de la réaffectation de la fosse le cercueil de métal ne soit pas mis à découvert.

## **Article 21 L'inhumation en concession particulière**

En cas d'une inhumation à effectuer en concession particulière, le représentant de la famille devra en aviser l'administration communale. Il devra s'engager en outre à garantir la commune contre toute réclamation qui pourrait survenir à l'occasion de l'inhumation à opérer.

## **Article 22 Les règles de l'inhumation dans un caveau**

Lorsque l'inhumation doit avoir lieu dans un caveau, l'ouverture de celui-ci sera effectuée 24 heures au moins avant l'inhumation pour ventilation, préparation et travaux éventuels. Sur la demande d'inhumation, les dimensions du cercueil seront exigées.

### **Titre 5 : Dispositions applicables aux sépultures en terrain commun**

## **Article 23 La réglementation générale**

Dans la partie du cimetière affecté aux sépultures en terrain commun, chaque inhumation aura lieu dans une fosse séparée.

Les tombes en terrain commun pourront être engazonnées ou recevoir une pierre sépulcrale sur autorisation du maire.

Chaque inhumation aura lieu dans une fosse particulière distante des autres fosses de 30 cm au moins.

Les superpositions qui peuvent avoir lieu dans les terrains concédés, sont interdites en terrain commun.

Aucun travail de maçonnerie souterrain ne peut être effectué dans les sépultures en terrain commun sur lesquelles pourront être placés seulement des signes indicatifs dont l'enlèvement sera facilement praticable. (La commune se charge de l'entourage et de la pose d'une plaque d'identification de la sépulture pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes).

## **Article 24 Reprise**

### **Article 24 - 1**

A l'expiration du délai prévu par la loi, l'administration municipale pourra ordonner la reprise des parcelles du terrain commun.

Notification sera faite au préalable par l'administration communale aux familles des personnes inhumées. La décision de reprise sera publiée conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et portée à la connaissance du public par voie d'affichage (*en mairie et à la porte du cimetière*).

### **Article 24 - 2**

Les familles devront faire enlever, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication de la décision de reprise, les signes funéraires et monuments qu'elles auraient placés sur les sépultures.

A l'expiration de ce délai, l'administration communale procédera d'office au démontage et au déplacement des signes funéraires et monuments qui n'auraient pas été enlevés par les familles. Les monuments seront transférés dans un dépôt et l'administration communale prendra immédiatement possession du terrain.

Les signes funéraires, monuments et plus généralement tous les objets et matériaux non réclamés un an et un jour après la date de publication de la décision de reprise deviendront irrévocablement propriété de la commune qui décidera de leur utilisation.

### **Article 24 - 3**

Il pourra être procédé à l'exhumation des corps soit fosse par fosse au fur et à mesure des besoins, soit de façon collective par parcelles ou rangées d'inhumations. Le maire pourra ordonner soit le dépôt des restes mortels exhumés à l'ossuaire spécialement réservé à cet usage, soit leur incinération et la dispersion des cendres dans le Jardin du Souvenir. Dans tous les cas, les restes mortels qui seraient trouvés dans la ou les tombes seront réunis avec soin dans un reliquaire. Les débris de cercueils seront incinérés.

## **Titre 6 : Concessions**

### **Article 25 Superficie des terrains pour sépulture**

Des terrains pour sépultures particulières d'une superficie de 2,88m<sup>2</sup> (2,40m de longueur sur 1,20m de largeur) ou de 5,76m<sup>2</sup> (2,40m de longueur sur 2,40m de largeur) pourront être concédés :

- Concession cinquantenaire : 50 ans
- Concession perpétuelle : durée illimitée

Aucune entreprise, publique ou privée, de pompes funèbres ne pourra effectuer la démarche pour le compte d'une famille.

Une concession ne peut, en aucun cas, être obtenue dans un but commercial.

### **Article 26 Choix de l'emplacement**

Le concessionnaire ne pourra choisir ni l'emplacement ni l'orientation de sa concession et devra respecter les consignes d'alignement qui lui seront données.





## **Article 27 Versement préalable des droits**

Les concessions sont accordées moyennant le versement préalable des droits de concession au tarif en vigueur au jour de la signature. Ces tarifs sont fixés par délibération du conseil municipal.

## **Article 28 Les différents contrats de concession**

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative. Le concessionnaire n'aura aucun droit de vendre ou de rétrocéder à des tiers le terrain concédé. Tout terrain concédé ne pourra servir, au choix lors de la conclusion du contrat de concession, qu'à la sépulture du concessionnaire, et/ou de ses ascendants, ses descendants, parents, alliés ou ayants droit. Le concessionnaire aura cependant, le cas échéant, la faculté de faire inhumer définitivement dans sa concession certaines personnes n'ayant pas la qualité de parents ou d'alliés mais auxquelles l'attachent des liens exceptionnels d'affection ou de reconnaissance.

Les familles ont le choix entre :

- une concession individuelle : pour la personne expressément désignée.
- une concession familiale : pour le concessionnaire et l'ensemble de ses ayants droit.
- une concession collective : pour les personnes expressément désignées en filiation directe ou sans lien parental mais avec liens affectifs. Il est possible d'exclure dans ce type de concession un ayant droit direct.

Sauf stipulations contraires formulées par le concessionnaire, les concessions seront accordées sous la forme de concessions dites " de famille ". Le cas échéant, le caractère individuel ou collectif devra être expressément mentionné.

Le concessionnaire ne peut effectuer des travaux de fouille, de construction ou d'ornementation que dans les limites du présent règlement. En particulier, lorsque la concession est assortie d'un droit de construction de caveaux, le concessionnaire, lors de la signature du contrat, s'engagera à terminer la construction dudit caveau dans un délai de 1 an et y faire transférer dans les 3 mois suivant l'expiration de ce délai, le ou les corps qui auraient été inhumés provisoirement au dépositaire ou dans les cases provisoires.

## **Article 29 Transmission des concessions**

Les concessions de terrain devant échapper à toute opération spéculative ne sont susceptibles d'être transmises qu'à titre gratuit, soit par voie de succession, de partage ou de donation. A défaut d'une telle disposition, la concession revient aux héritiers naturels qui en jouiront sans pouvoir en provoquer la division ou le partage.

Chaque cohéritier a le droit de faire inhumer dans la concession tous les siens, mais une personne étrangère à la famille ne peut y être inhumée qu'avec le consentement de tous les héritiers. Le conjoint, a, par sa seule qualité, droit de se faire inhumer dans le tombeau de famille dont le cujus était concessionnaire. Il ne peut être privé de ce droit que par la volonté formellement exprimée par le concessionnaire. Un des héritiers pourra être considéré comme seul bénéficiaire d'une concession si tous les ayants droit se désistent en sa faveur par un acte écrit. Dans ce cas, le bénéficiaire devra produire un document officiel établissant la généalogie du concessionnaire décédé pour justifier et appuyer le désistement de ces cohéritiers. Si le concessionnaire est décédé sans laisser d'héritier et s'il n'a pas légué sa concession à une personne désignée dans son testament, aucune inhumation ne sera autorisée dans sa concession.

## **Article 30 Renouvellement des concessions**

Les concessions sont renouvelables à expiration de chaque période de validité. Le concessionnaire, ou ses ayants droit dans la mesure où ils sont connus, sera informé de l'expiration de sa concession.

Les demandes de renouvellement sont reçues pendant la dernière année de la période en cours. Le concessionnaire ou ses héritiers pourra encore user de son droit de renouvellement, à compter de la date d'expiration, pendant une période de 2 ans. Si la concession n'est pas renouvelée, le terrain fera retour à la commune soit deux ans après l'expiration de la concession, soit après l'expiration du délai de rotation afférent à la dernière inhumation. Le renouvellement est entraîné obligatoirement par une inhumation dans la concession dans les cinq dernières années de sa durée et prendra effet à la date d'expiration de la période précédente. La commune se réserve

le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession temporaire pour des motifs de sécurité, de circulation et, en général, pour tout motif visant à l'amélioration des cimetières. En ce cas, un emplacement de substitution sera désigné, les frais de transfert étant pris en charge par la commune.

### **Article 31 Rétrocession**

Le concessionnaire pourra, après avis du conseil municipal, être admis à rétrocéder à la commune, à titre gracieux un terrain concédé non occupé. La rétrocession de concession à la commune ne fera l'objet d'aucun remboursement.

## **Titre 7 : Caveaux et monuments**

### **Article 32 Constructions neuves**

Toute construction de caveaux et de monuments est soumise à une autorisation de travaux. Les dimensions des caveaux et monuments devront être précisées sur la demande écrite de travaux avec plans (*qui feront l'objet d'une étude par l'administration communale*). Cette autorisation de travaux devra être validé par le Maire.

Le terrain d'assiette des caveaux se limitera toujours à celui de la concession. Les stèles devront s'inscrire dans un volume maximal de base de 0,60m x 0,30m x 1m.

Aucun monument ne pourra être installé sur une fosse en pleine terre avant qu'un délai de six mois ne se soit écoulé, pour vérifier le tassement de la terre et éviter tout éboulement.

La pose de ces pierres tombales doit être exécutée d'une façon parfaite, afin d'éviter toute chute ultérieure. Il sera remédié, par les familles, à tout affaissement éventuel des dites pierres sur premier avertissement de l'administration communale.

### **Article 33 Signes et objets funéraires**

Sous réserve de se conformer aux dispositions du présent règlement, les familles peuvent faire placer sur les sépultures des signes ou emblèmes funéraires et autres objets d'ornementation. En aucun cas, les signes funéraires ne devront dépasser les limites du terrain concédé.

### **Article 34 Inscriptions**

Ne sont admises de plein droit que les inscriptions des noms et prénoms du défunt, ses titres, qualités, années de naissance et de décès. Toute autre inscription devra être préalablement soumise à l'administration communale. Une gravure en langue étrangère traduite sera soumise à autorisation du maire.

### **Article 35 Matériaux autorisés**

Les monuments, pierres tombales, stèles seront obligatoirement réalisés en matériaux naturels



de qualité tels que pierre dure, marbre, granit ou en métaux inaltérables et éventuellement en béton moulé, aucune véranda sera autorisée.

### **Article 36 Constructions gênantes**

Toute construction additionnelle (jardinière, bac, etc..) reconnue gênante devra être déposée à la première réquisition de l'administration communale laquelle se réserve le droit de faire procéder d'office à ce travail.

### **Article 37 Dalles de propreté**

Les dalles de propreté empiétant sur le domaine communal sont interdites. Si malgré cela il en était trouvé, elles seraient déplacées (*mais en aucun cas remises en place*) par les services municipaux. La responsabilité de l'administration communale ne saurait être engagée en cas de dégradation.

## **Titre 8 : Obligations applicables aux entrepreneurs**

### **Article 38 Conditions d'exécution des travaux**

A l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux sont interdits les samedis, dimanches et jours fériés. Les entrepreneurs sont tenus de se conformer aux heures d'ouverture et de fermeture du cimetière.

Dans le cas où malgré les indications et injonctions, le constructeur ne respecterait pas la superficie concédée et les normes imposées, la commune pourra faire suspendre immédiatement les travaux.

La démolition des travaux commencés ou exécutés sera entreprise d'office par l'administration municipale aux frais de l'entreprise contrevenante.

### **Article 39 Autorisations de travaux**

Les autorisations de travaux délivrées pour la pose de monuments (pierres tombales et autres signes funéraires) sont données à titre purement administratif et sous réserve du droit des tiers. L'administration n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution des travaux, même lorsque ceux-ci sont effectués en sous-traitance par un tiers, et les dommages causés aux tiers qui pourront en poursuivre la réparation conformément aux règles du droit commun.

### **Article 40 Protection des travaux**

Les travaux seront exécutés de manière à ne compromettre en rien la sécurité publique ni gêner la circulation dans les allées. Les fouilles faites pour la construction des caveaux et monuments sur les terrains concédés devront, par les soins des constructeurs ou marbriers, être entourées de barrières ou défendues au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout danger. Tout creusement de sépulture en pleine terre devra être étayé solidement. Toute excavation abandonnée non comblée en fin de journée, sera soigneusement recouverte afin de prévenir tout accident.

### **Article 41 Dépôt momentané**

Aucun dépôt momentané de terres, matériaux, revêtements et autres objets ne pourra être effectué dans les allées, entre les tombes et sur les sépultures voisines et les entrepreneurs devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux.

## **Article 42 Interdiction de déplacement des signes funéraires**

Il est interdit, sous aucun prétexte, même pour faciliter l'exécution des travaux, de déplacer ou d'enlever des signes funéraires existants aux abords des constructions sans l'autorisation des familles intéressées et sans l'agrément de l'administration.

## **Article 43 Matériaux nécessaires à la construction**

Les matériaux nécessaires pour la construction ne seront approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins. Les gravois, pierres, débris devront être enlevés au fur et à mesure des cimetières de telle sorte que les chemins et les abords des sépultures soient libres et nets comme avant les travaux.

## **Article 44 Le comblement des excavations**

A l'occasion de toute intervention, les excavations seront comblées de terre bien foulée et damée. En aucun cas, les matériaux tels que pierres, débris de maçonnerie, bois, etc. trouvés lors du creusement des fosses ne pourront servir au comblement des fouilles. Ils devront être évacués sans délais par les soins des entrepreneurs. Il en sera de même pour les surplus de terre qui ne devront contenir aucun ossement. *(Les terres excédentaires pourront être stockées par les soins des entrepreneurs sur un lieu désigné par l'administration communale lorsque celle-ci en fera la demande)*

## **Article 45 Sciage et taille des pierres**

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des ouvrages et caveaux sont interdits dans l'intérieur des cimetières.

## **Article 46 Acheminement et mise en place des monuments**

L'acheminement et la mise en place ou la dépose des monuments ou pierres tombales ne devront jamais être effectués en prenant appui sur les monuments voisins ou les arbres. Les engins et outils de levage (leviers, crics, palans, etc.) ne devront jamais prendre leurs points d'appui sur le revêtement des allées ou les bordures en ciment.

## **Article 47 Les interdictions**

Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres, aux monuments funéraires, aux grilles et murs de clôture, d'y appuyer des échafaudages, échelles ou tout autre instrument et généralement de leur causer une quelconque détérioration.

## **Article 48 Délais pour les travaux**

A dater du jour du début des travaux, les entrepreneurs disposent d'un délai de six jours pour achever la pose des monuments funéraires.

## **Article 49 Nettoyage**

Après l'achèvement des travaux, les entrepreneurs devront nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer, le cas échéant, les dégradations commises par eux. En cas de défaillance des entreprises et après sommation, les travaux de remise en état seront effectués par l'administration communale aux frais des entrepreneurs sommés.

## **Article 50 Dépose de monuments ou pierres tumulaires**

A l'occasion de travaux ou d'inhumations, les monuments ou pierres tumulaires seront déposés en un lieu désigné par le service des cimetières. Sauf pour les travaux n'excédant pas deux jours, le dépôt de monument est interdit dans les allées.

## **Titre 9 : Espace cinéraire**

### **Article 51 Columbarium**

Le columbarium est un équipement réalisé par la commune, dont l'entretien est à sa charge, permettant aux familles, de déposer les urnes contenant les cendres des défunts

### **Article 52 Affectation d'office**

Conformément à la législation en vigueur, le columbarium est affecté au dépôt des urnes cinéraires contenant les cendres des personnes qui étaient domiciliées dans la commune, qui y sont décédées, des personnes qui ont droit à une sépulture de famille dans le cimetière de la commune ainsi que des personnes de nationalité française établies hors de France et qui sont inscrites sur les listes électorales.

### **Article 53 Dimensions**

La dimension intérieurs des cases du columbarium est de 40 cm de longueur sur 40 cm de largeur et 40 cm de profondeur. Les familles devront veiller à ce que les dimensions des urnes n'excèdent pas celles de l'espace prévu pour son dépôt. Dans le cas inverse, la commune ne pourra pas être tenue pour responsable de l'impossibilité de procéder à un tel dépôt.

### **Article 54 Identification des urnes**

L'identification de chaque urne est assurée par l'apposition d'une plaque gravée, collée, fournie par le service extérieur des pompes funèbres.

### **Article 55 Dépôts des fleurs, plantes et objets de souvenir**

Les fleurs, plantes et plaques sont interdites aux abords et sur les columbariums. Elles seront retirées sans préavis.

### **Article 56 Inscriptions**

A la demande des familles, les entreprises sont autorisées à procéder à l'inscription sur la plaque de fermeture des cases de columbarium, suivant modèle imposé par la commune, des noms, prénoms, dates de naissance et de décès des défunts dont les urnes y ont été déposées. Ces inscriptions devront être effectuées selon les indications données par la commune, plaques collées uniquement sur les portes et non visées, sous la surveillance de celle-ci. Toute autre inscription ne sont pas autorisées.

### **Article 57 Dépôt des urnes**

Aucun dépôt d'urne à l'intérieur d'une case du columbarium ne peut être effectué sans autorisation spéciale et écrite délivrée par le Maire. Cette autorisation n'est accordée que lorsque le droit d'occupation de la case a été établi de façon certaine. Le demandeur doit, lors du dépôt

de l'urne, déclarer son identité, celle de la personne incinérée, faire accompagner l'urne d'une attestation d'incinération et présenter un titre ou une attestation d'existence de concession.

Les cases ne peuvent être ouvertes et fermées que par une entreprise de pompes funèbres agréée.

### **Article 58 Retrait des urnes**

Aucun retrait d'une urne d'une case du columbarium ne peut être effectué sans autorisation spéciale et écrite délivrée par le Maire. Cette autorisation n'est accordée que sur présentation d'une demande écrite faite par le plus proche parent du défunt (le demandeur devra justifier de sa qualité de plus proche ayant droit par tout moyen). Lorsque cette qualité se partage entre plusieurs membres d'une même famille, l'accord de tous est nécessaire. L'accord écrit du concessionnaire doit être obtenu pour l'ouverture de la case. En cas de décès du concessionnaire, l'accord d'un ayant droit sera nécessaire. La juridiction judiciaire a seule compétence pour trancher les litiges qui naîtraient de désaccords familiaux. Le retrait des urnes se fait sous la surveillance du représentant de la commune.

### **Article 59 Registre**

L'identité des défunts dont les urnes ont été déposées ou dont les cendres ont été dispersées, est consignée dans un registre spécialement tenu à cet effet en mairie.

## **Titre 10 : Règles relatives aux cases de columbarium**

### **Article 60 Concession d'emplacements**

Les concessions de cases du columbarium ne constituent pas des actes de vente et n'emportent pas un droit de propriété en faveur de son titulaire, mais simplement un droit de jouissance et d'usage.

Les concessions de case sont destinées à recevoir l'urne cinéraire, contenant les cendres du concessionnaire, de son conjoint, de ses ascendants, descendants ou de collatéraux. Chaque case peut recevoir 4 urnes.

### **Article 61 Catégories de concessions**

Les concessions sont accordées pour une durée de 30 ans ou 50 ans.

### **Article 62 Demande de concession**

Les demandes de concession de case de columbarium sont déposées à la mairie. Le Maire désigne l'emplacement de la case concédée au vu, éventuellement, des préférences exprimées par le demandeur. En aucun cas le concessionnaire n'a le droit de fixer lui-même cet emplacement.

### **Article 63 Tarifs des concessions**

Les tarifs des concessions sont fixés par délibération du conseil municipal. Dès la demande d'attribution ou de renouvellement, le concessionnaire doit acquitter les droits de concession au tarif en vigueur le jour de la signature. Cette somme doit être versée en une seule fois, au moment de la souscription. Le produit de cette recette est à régler auprès du Trésor Public. La concession ne prend effet qu'à la date de la signature de l'arrêté et qu'après règlement du tarif.

## Article 64 Renouvellement des concessions

Chaque concession est renouvelable au tarif applicable au jour du renouvellement pour une durée de 30 ans ou 50 ans. Dans la mesure où ils sont connus, le concessionnaire, ou ses ayants droit, seront informés de l'expiration de la concession par avis de l'administration municipale. La demande de renouvellement doit être présentée par le concessionnaire ou ses ayants droit, dans les trois mois qui précèdent la date d'expiration de la concession et pendant une période de 2 ans à compter de cette date. Le renouvellement de la concession par un ayant droit est effectué au bénéfice de l'ensemble des successeurs du concessionnaire originel. La date de prise d'effet du renouvellement est fixée au lendemain de la date d'expiration de la concession initiale et les tarifs sont ceux applicables à la date à laquelle le renouvellement a été effectivement demandé. Dans une concession familiale ou collective, tout dépôt d'urne dans les 5 ans qui précèdent son expiration, entraîne le renouvellement de la concession qui prendra effet à la date d'expiration de la période précédente. Le prix sera celui applicable au moment de la signature de l'acte de renouvellement. La commune se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession temporaire pour des motifs tirés de la nécessité de maintenir la sécurité et la salubrité publiques. En ce cas, un emplacement de substitution sera désigné et les frais de transfert seront pris en charge par la commune. Si la concession n'est pas renouvelée, la case ou le caveau fera retour à la commune, soit 2 ans après l'expiration de la concession.

## Article 65 Reprise des concessions

A défaut de renouvellement dans les délais impartis, la case de columbarium redevient possession de la commune. Passé ce délai, lorsqu'aucun ayant droit ne s'est manifesté, les cendres seront répandues dans le jardin du souvenir. Une fois que la commune aura fait procéder au retrait de la plaque funéraire apposés sur la case, cette dernière, redevenue libre, pourra faire l'objet d'une nouvelle concession.

## Article 66 Rétrocession des concessions (cases de columbarium)

Les cases de columbarium devenues libres avant l'expiration de la durée de la concession par suite du retrait des urnes qu'elles contenaient peuvent faire l'objet d'une rétrocession au profit de la commune et sans remboursement.

### Titre 11 : Règles applicables aux exhumations

## Article 67 Demandes d'exhumation

Aucune exhumation ou réinhumation, sauf celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable du maire. Les exhumations demandées par les familles ne seront autorisées par le maire que sur production d'une demande formulée par le plus proche parent du défunt ou par la personne ayant qualité pour demander cette exhumation.

En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux. Les demandes d'exhumation seront accompagnées des autorisations régulières délivrées par les concessionnaires ou leurs ayants droit. Lorsque l'exhumation s'accompagne de la renonciation par la famille aux droits ou au renouvellement des droits de la concession dont les corps sont exhumés, l'opération d'exhumation ne pourra avoir lieu que dans la mesure où le monument aura été au préalable déposé.

L'exhumation des corps pourra être demandée en vue d'un transfert dans un autre cimetière ou en vue d'une réinhumation dans la même concession après exécution de travaux, soit dans une autre concession située dans le même cimetière. L'exhumation pourra être refusée ou repoussée pour des motifs tirés de la sauvegarde du bon ordre des cimetières, de la décence ou de la salubrité publique. En règle générale, un refus à exhumation sera opposé dans tous les cas où l'opération serait de nature à nuire à la santé publique. Ainsi l'exhumation du corps des

personnes décédées d'une maladie contagieuse ne pourra être autorisée qu'après un délai d'un an à compter de la date du décès.

### **Article 68 Exécution des opérations d'exhumation**

Les exhumations ne peuvent être entreprises que sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les exhumations ne seront autorisées, pour des raisons d'hygiène, que pendant la période de novembre à fin mars. Seules les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire peuvent avoir lieu à tout moment. La découverte de la fosse aura lieu la veille de l'exhumation qui doit impérativement avoir lieu avant 9 heures.

### **Article 69 La présence des personnes pour l'exhumation**

L'exhumation aura lieu en présence des seules personnes ayant qualité pour y assister et d'un agent de police.

### **Article 70 Mesures d'hygiène**

Les personnes chargées de procéder aux exhumations devront utiliser les moyens mis à leur disposition (*vêtements, produits de désinfection, etc.*) pour effectuer les exhumations aux meilleures conditions d'hygiène.

Les cercueils, avant d'être manipulés et extraits des fosses, seront arrosés avec une solution désinfectante. Il en sera de même pour tous les outils ayant servi au cours de l'exhumation. Les bois des cercueils seront incinérés.

Les restes mortels devront être placés avec décence et respect dans un reliquaire de taille appropriée (*un seul reliquaire pourra contenir les restes mortels de plusieurs personnes issues de la même concession*) et seront placés dans l'ossuaire prévu à cet effet.

Si un bien de valeur est trouvé, il sera placé dans le reliquaire, des scellés seront posés sur le reliquaire et notification en sera faite sur le procès-verbal d'exhumation.

### **Article 71 Transport des corps exhumés**

Le transport des corps exhumés d'un lieu à un autre d'un cimetière devra être effectué avec les moyens mis à disposition à cet effet. Les cercueils seront recouverts d'un drap mortuaire.

### **Article 72 Ouverture des cercueils**

Si, au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de cinq ans depuis la date du décès, et seulement après autorisation de l'administration municipale. Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil ou, s'il peut être réduit, dans un reliquaire.

### **Article 73 Redevances relatives aux opérations d'exhumation et réinhumation**

Les redevances municipales perçues pour les opérations d'exhumation et de réinhumation sont fixées par délibération du conseil municipal. Ces opérations qui requièrent la présence d'un agent de police ouvrent droit au bénéfice de ce dernier à vacation suivant les bases et en fonction des taux fixés par délibération du conseil municipal.

### **Article 74 Exhumations sur requête des autorités judiciaires**

Les dispositions des articles précédents, à l'exception des mesures d'hygiène, ne s'appliquent pas aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire. Celles-ci peuvent avoir lieu à tout



moment et le personnel devra se conformer aux instructions qui lui seront données. Les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire n'ouvrent pas droit à vacation de police.

## **Titre 12 : Règles applicables aux opérations de réunion de corps**

### **Article 75 Réunions des corps et autorisation du maire**

La réunion des corps dans les caveaux ne pourra être faite qu'après autorisation du maire, sur la demande de la famille, et sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas précisé dans l'acte de concession les noms des personnes dont il autorisait l'inhumation dans la sépulture à l'exclusion de toutes autres ou sa volonté qu'il ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

### **Article 76 Les mesures d'hygiène liées à la réunion des corps**

Par mesure d'hygiène et pour des raisons de convenance, la réduction des corps ne sera autorisée que 15 années après la dernière inhumation à la condition que ces corps puissent être réduits. Tout cercueil hermétique pour maladie contagieuse ne pourra faire l'objet d'une exhumation qu'après un an ferme d'inhumation. La réduction des corps dans les caveaux ne pourra s'effectuer que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations.

## **Titre 13 : Dépositaire communal (ou caveau provisoire)**

### **Article 77 Caveau communal**

Un caveau provisoire peut recevoir temporairement les cercueils destinés à être inhumés dans les sépultures non encore construites. Tout corps déposé dans ce caveau est assujéti à un droit de séjour dont le tarif est fixé par le conseil municipal. La durée du dépôt en caveau provisoire est fixée à 1 mois.

## **Titre 14 : Ossuaire**

### **Article 78 Ossuaire**

Les restes mortels qui seraient trouvés dans les tombes ayant fait l'objet d'une reprise ou dont les concessions n'ont pas été renouvelées, seront réunis avec soins pour être réinhumés dans l'ossuaire réservé à cet usage.

## **Titre 15 : Jardin du Souvenir**

### **Article 79 Jardin du souvenir**

Un emplacement appelé « jardin du souvenir » est mis à la disposition des familles pour leur permettre d'y répandre les cendres. La dispersion des cendres sera effectuée, après autorisation préalable du Maire, par des personnes habilitées. Les noms, prénoms, date de naissance et de décès des défunts dont les cendres ont été dispersées sont consignées dans un registre tenu en mairie. Chaque dispersion sera notifiée sur un registre, au même titre que les inhumations. Une plaque, suivant modèle imposé par la commune, sera apposée sur le mur dédié à cet effet.

### **Article 80 Entretien et fleurissement**

Le jardin du souvenir est entretenu par les services municipaux.  
Les proches des défunts peuvent uniquement déposer les fleurs coupées naturelles. Ces dernières seront enlevées périodiquement par les services municipaux.

Les plantations d'arbustes, la pose d'objets de toute nature (fleurs artificielles, vases, plantes, plaques) et tous projets d'appropriation de cet espace sont strictement interdits. Ils seront retirés sans préavis.

### Article 81 Dispersion des cendres

La dispersion des cendres au jardin du souvenir est accordée par le Maire, sur justification de l'expression écrite des dernières volontés du défunt ou, à défaut, sur la demande écrite des membres de la famille ou d'un représentant légal ayant qualité pour pourvoir aux obsèques ou à la crémation.

### Dispositions relatives à l'exécution du règlement général du cimetière

Le présent règlement entre en vigueur le 01/12/2023. Il abroge le précédent règlement intérieur.

Fait à Oradour, le 01/12/2023

Le Maire  
  
Didier LAVERGNE

